

**Règlement ministériel du 28 mars 2018 portant prorogation de la vidéosurveillance dans la zone de sécurité « zone E » à Luxembourg-Ville.**

*Le Ministre de la Sécurité intérieure,*

Vu la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et notamment son article 17 (1) (d) ;

Vu le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la Police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité, et notamment son article 10 ;

Vu les avis du directeur général de la Police, du procureur d'Etat de Luxembourg et du comité de prévention communal de Luxembourg ;

*Arrête :*

**Art. 1<sup>er</sup>.**

La vidéosurveillance dans la zone de sécurité « zone E » à Luxembourg-Ville, quartier du Kirchberg, autour du Centre de Conférences Kirchberg, est prorogée.

**Art. 2.**

La zone de sécurité visée à l'article 1<sup>er</sup> est délimitée sur le plan E figurant en annexe du présent règlement pour en faire partie intégrante.

**Art. 3.**

La zone de sécurité définie aux articles 1<sup>er</sup> et 2 peut être soumise à la vidéosurveillance de la Police lors ou à l'occasion des sessions ministérielles du Conseil de l'Union européenne et de tout autre événement d'envergure nationale ou internationale présentant des risques particuliers d'atteinte à la sécurité des personnes ou des biens.

**Art. 4.**

Le présent règlement cessera d'être en vigueur le 28 mars 2019.

**Art. 5.**

Le règlement ministériel du 4 avril 2017 est abrogé.

**Art. 6.**

Le présent règlement sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 28 mars 2018.

*Le Ministre de la Sécurité intérieure,*  
**Etienne Schneider**

